



Le complexe industriel nord-américain : outil économique au service de la puissance des États-Unis d'Amérique

Mémoire de géopolitique

rédigé par l'ingénieur principal de l'armement Laurent Mercier

dans le cadre du séminaire « Géopolitique et économie »

Sous la direction de monsieur Christian Harbulot

Directeur de l'École de guerre économique

22 Mars 2006

Fiche documentaire

1 – Le complexe industriel nord-américain : outil économique au service de la puissance des États-Unis d'Amérique ;

2 – 20060322_mémoire_guerre_éco_IPA_Mercier.doc ;

3 – IPA (DGA) MERCIER Laurent (France) ;

4 – 22 mars 2006 ;

5 – Division A ;

6 – Mémoire de géopolitique rédigé dans le cadre du séminaire « géopolitique et économie », du cycle EG1 « Géopolitique et stratégie », dirigé par monsieur Christian Harbulot, directeur de l'École de guerre économique ;

7 – Résumé : Influencés par un puritanisme profond prônant la réussite personnelle, héritiers d'une culture anglo-saxonne du libéralisme, les États-Unis ont longtemps vécu en autarcie et limiter leurs actions politiques extérieures à la défense de leurs intérêts commerciaux. Leur dynamisme économique leur permet de devenir dès la fin du XIX^{ème} siècle la première puissance économique mondiale. Les progrès industriels du début du XX^{ème} vont forger une industrie puissante qui soutiendra l'effort de guerre des États-Unis au cours de la deuxième guerre mondiale et de la guerre froide. La puissance économique et financière américaine, associées à une force armée dominante, va asphyxier l'économie soviétique et provoquer la chute de l'URSS. Désormais superpuissance sans rivale les États-Unis vont mettre en place une véritable stratégie de domination économique. Après avoir rappelé les fondements de la culture de puissance économique des États-Unis, le présent mémoire montre comment les États-Unis organisent leur stratégie de puissance économique et quel est le rôle de l'industrie américaine dans cette stratégie ;

8 – Mots clefs : *États-Unis – domination économique – stratégie industrielle - complexe industriel ;*

Le complexe industriel nord-américain : outil économique au service de la puissance des États-Unis d'Amérique

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE – UNE CONCEPTION DE LA PUISSANCE ÉCONOMIQUE PROFONDÉMENT ANCRÉE DANS LA CULTURE AMÉRICAINE

De l'ère des pionniers à la domination économique mondiale : histoire de la « destinée
manifeste » des États-Unis

La suprématie par les relations internationales

Une industrie façonnée pour la domination

DEUXIÈME PARTIE – UNE STRATÉGIE AMÉRICAINE DE DOMINATION ÉCONOMIQUE AU PROFIT DE LA SÉCURITÉ DES ÉTATS-UNIS

La stratégie d'endiguement économique : la sécurité par l'économie

Une stratégie de sécurité post-guerre froide reposant sur l'économie

La stratégie américaine de domination économique

TROISIÈME PARTIE – UNE INDUSTRIE AMÉRICAINE VECTEUR ÉCONOMIQUE D'UNE POLITIQUE ÉTATIQUE DE DOMINATION

Une coopération État-industrie incontournable

Un plan de bataille élaboré et piloté par l'État fédéral

Des actions offensives menées par les industriels

Introduction

« Pour réaliser toutes les opportunités de notre économie nous devons dépasser nos frontières, et mettre en forme la révolution qui fait tomber les barrières et met en place des nouveaux réseaux parmi les nations et les individus, les économies et les cultures : la globalisation. C'est la réalité centrale de notre époque. [...] Nous devons être au centre de tout réseau global vital. [...] Nous devons admettre que nous ne pouvons bâtir notre avenir sans aider les autres à bâtir le leur. »

Cet extrait du discours sur l'état de l'Union prononcé par le Président William B. Clinton le 27 janvier 2000, dévoile le nouveau défi que se sont lancé les États-Unis : celui de développer et de diriger l'économie mondiale. Après le discours de Madeleine Albright sur l'importance pour les États-Unis de façonner le monde¹ pour mieux défendre leurs intérêts, c'est-à-dire harmoniser les pratiques et les normes internationales sur le modèle américain, le thème de la globalisation devient début 2000 le centre de la nouvelle stratégie américaine. C'est le moyen de remobiliser le peuple américain autour de cette nouvelle frontière de la globalisation, qui, selon l'Administration Clinton, repose sur l'établissement d'un consensus autour de l'expansion du commerce international à travers de nouveaux standards et l'ouverture des marchés régionaux.

Depuis la fin de la guerre froide et la disparition de l'Union soviétique, l'influence des États-Unis d'Amérique dans la gestion des affaires du monde est déjà omniprésente. Grâce à leur domination des trois principaux facteurs de puissance que sont la force, la richesse et la maîtrise de la connaissance, ils sont capables d'influencer seuls les relations internationales.

Cette position omnipotente inquiète les pays européens qui y voient un frein à leur capacité d'influence ainsi qu'un risque pour la stabilité mondiale. Au delà de la puissance militaire des États-Unis, qui bien qu'incontestable ne menace pas aujourd'hui directement les intérêts vitaux européens, c'est surtout leur emprise et leur suprématie sur l'économie mondiale qui préoccupe les nations européennes car elles y voient une nouvelle ambition hégémonique américaine. Les Européens imaginent que cette volonté américaine de domination de l'économie mondiale est récente. Leur histoire montre, cependant, qu'avant d'être une nation puissante militairement, les États-Unis sont, avant tout, une puissance commerciale.

À la fin du XIX^{ème} siècle, moins d'un siècle après leur indépendance, exploitant leurs particularités culturelles reposant sur une forte culture anglo-saxonne exacerbée par un puritanisme profond, les États-Unis deviennent rapidement la première puissance économique mondiale. Cette domination est restée essentiellement économique jusqu'à la moitié du XX^{ème} siècle, l'action des États-Unis étant alors principalement orientée par leur politique intérieure.

¹ « *Madeleine Albright statement before SFRC Jan. 8* », USIS, 9 janvier 1997, p. 8 dans DESPORTES Vincent, *L'Amérique en armes : anatomie d'une puissance militaire*, Paris ;Économica, 2002, p.61

La deuxième guerre mondiale contraint les États-Unis à sortir de cette autarcie et à prendre la direction des nations libres contre le fascisme et l'impérialisme Japonais. Ce rôle de dirigeant du monde libre contre l'opresseur s'amplifie au cours de la guerre froide. Il sert, d'une certaine manière, à encourager les américains dans leur croyance profonde en leur « destinée manifeste » c'est-à-dire la conviction profonde que les États-Unis d'Amérique ont vocation à conduire le monde vers plus de démocratie et de liberté. Or, pour le peuple américain, influencé par Montesquieu, cela passe par le développement du commerce et du libre échange. Ce grand philosophe des « Lumières » pensait que la paix dépendait essentiellement du développement du commerce entre nations libérales qui seraient alors moins tentées de se combattre. Cette thèse influence profondément la société américaine ainsi que les institutions politiques et économiques, qui collaborent, depuis, étroitement, pour asseoir la puissance des États-Unis.

Une étude sur l'hégémonie américaine doit donc prendre en compte les bases de la culture de domination économique des États-Unis, la politique de puissance mise en place ainsi que la place que tient le complexe industriel américain dans cette politique de puissance. Depuis le XVIII^{ème} siècle, « *les Américains se sont considérés comme l'avant-garde d'une révolution libérale planétaire. Ainsi dès l'origine, leur politique étrangère ne s'est pas contentée de défendre et promouvoir leurs intérêts nationaux matériels. "Nous ne luttons pas simplement pour nous mais pour l'humanité entière", déclarait Benjamin Franklin lors de la guerre d'indépendance américaine* »². L'identité des Américains s'est donc construite par rapport à une conception poussée du libéralisme qui n'est pas compréhensible sans une bonne connaissance de ses fondements. En outre, les intérêts de l'État et des industriels américains sont devenus de plus en plus imbriqués au cours du XX^{ème} siècle et ce lien s'est récemment renforcé avec la disparition de l'URSS, l'apparition de conflits régionaux de plus en plus nombreux et l'émergence d'autres types de crises plus larvées. Les guerres militaires entre nations majeures ont fait place, en effet, à des conflits économiques alimentés par les stratégies de domination des différents secteurs de l'économie mondiale³, par la maîtrise des capacités et innovations technologiques et par le verrouillage des normes et standards, le tout gouverné par une volonté de contrôle des moyens de communication et de gestion de la connaissance. Les actions des sociétés américaines aussi bien industrielles que financières sont, ainsi, tournées vers une stratégie de domination dans des domaines précis souvent cohérents avec l'action politique américaine. Ce lien fort est réciproque : soutien de l'industrie par l'état⁴ mais également soutien de l'effort de puissance américain par l'industrie⁵.

Après avoir rappelé les fondements de la culture de puissance économique des États-Unis, nous chercherons donc à montrer comment les États-Unis organisent leur stratégie de puissance économique et quel est le rôle de l'industrie américaine dans cette stratégie.

² KAGAN Robert, *Le revers de la puissance : Les États-Unis en quête de légitimité*, Paris ; Plon, 2004, p. 106.

³ Industries de Défense et de sécurité, ressources, monnaies, circuits financiers, etc.

⁴ i.e. : lois protectionnistes, marchés de reconstruction « offerts » en Irak,...

⁵ i.e. : réussite de la conquête spatiale, domination technologique, ...

Première partie – Une conception de la puissance économique profondément ancrée dans la culture américaine

1.1 De l'ère des pionniers à la domination économique mondiale : histoire de la « destinée manifeste » des États-Unis

La Déclaration d'indépendance américaine reflète parfaitement la philosophie de la société américaine. Sa première partie proclame les droits inaliénables des hommes à l'égalité, à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur. Elle souligne également que le pouvoir des gouvernants ne repose que sur le consentement des gouvernés. En ce sens c'est un document fondateur d'un libéralisme américain où se mêlent un individualisme fort, l'apologie de la réussite personnelle et la croyance profonde en la destinée des États-Unis et en sa qualité de nation élue.

Le mythe fondateur du libéralisme américain

La nation américaine s'est construite sur un socle profondément religieux. Les puritains qui s'installent sur le continent américain « *se [considèrent] comme des élus qui [sont] appelés à fonder une nouvelle Jérusalem loin de cette Babylone pécheresse qu'[est] à leurs yeux, l'Europe* »⁶. Cette domination du protestantisme, dont l'influence a toujours été forte au cours des siècles, a façonné la conduite et les valeurs des américains.

Ainsi, dans la mythologie américaine, les États-Unis sont une nation en perpétuel devenir. Leur histoire est caractérisée par une quête permanente consistant à faire reculer les frontières existantes. L'établissement des frontières au XIX^{ème} siècle ou la conquête de l'espace au XX^{ème} siècle sont autant de limites que les gouvernements américains successifs ont cherché à franchir.

Les tensions frontalières avec le Canada au nord, les guerres contre le Mexique au Sud, la conquête de l'ouest et les guerres contre les indiens sont les symboles de cette lutte de la nation américaine pour atteindre son idéal. Idéal, qui repose sur un libéralisme orthodoxe que les américains estiment indispensable au maintien de la paix dans le monde. Comme le souligne Robert Kagan, les promoteurs du libéralisme sont profondément convaincus, « *au moins depuis Kant et Montesquieu, que les régimes tyranniques sont en général plus agressifs et plus belliqueux, de sorte que la paix mondiale repose en fin de compte moins sur le droit que sur l'extension du libéralisme politique et commercial.* »⁷

Dans l'acception américaine, le libéralisme permet d'améliorer la condition et de garantir les droits de tous. Mais il ne faut pas oublier le pragmatisme anglo-saxon et tomber dans un certain angélisme. En effet, quand, d'un côté, Condoleeza Rice prétend que quand les États-Unis agissent dans leur propre intérêt, ils servent nécessairement les intérêts de tous, elle avoue, de l'autre, que s'il « *est certain qu'il n'y a rien de répréhensible à faire quelque chose qui profite à l'ensemble de l'humanité, [...] il s'agit là, d'une certaine manière, d'un effet secondaire.* »⁸

⁶ BARRAL Pierre-Emmanuel, « *Géopolitique intérieure des États-Unis* », p.19 in CHAUPRADE Aymeric (Dir.), *Géopolitique des États-Unis*, Paris ; Ellipses (Revue française de géopolitique), 2005

⁷ KAGAN Robert, *Le revers de la puissance : Les États-Unis en quête de légitimité*, op. cit , p. 66.

⁸ RICE Condoleeza, « Promoting the national interest », Foreign Affairs 79, janvier-février 2000, p. 47.

Ce libéralisme est donc avant tout un outil pour la satisfaction des intérêts et de la puissance des États-Unis. Il est un des piliers de la société américaine qui lui a permis de franchir différentes épreuves tout au long du XX^{ème} siècle et d'aborder le XXI^{ème} siècle en conquérants car aujourd'hui encore « *les États-Unis conservent [...] leurs atouts traditionnels, l'espace, l'esprit pionnier de la population, la mobilité. Ils l'ont montré dans la guerre du Koweït, comme ils l'avaient démontré dans le passé après la crise de 1929, après Pearl Harbour, après le défi spatial soviétique. Les États-Unis ont conservé tous les attributs de la puissance : le dynamisme des entrepreneurs, la maîtrise des nombreuses technologies de pointe, la confiance des milieux financiers internationaux.* »⁹

Cette notion de puissance vient directement de l'héritage anglo-saxon des marchands anglais des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles dont le désir d'accroître leurs richesses les avaient poussé à multiplier les échanges commerciaux et à se rapprocher du pouvoir politique car richesse et pouvoir sont indissociables.

L'héritage anglo-saxon d'une culture de la puissance économique

Henri VIII, au XVI^{ème} siècle, disait de l'Angleterre que « *ce royaume était un empire* »¹⁰. Il soulignait ainsi que, par la maîtrise totale de sa politique, de ses lois, de sa religion et de ses activités économiques, l'Angleterre ne reconnaissait aucune autre autorité que la sienne. Forte d'une suprématie naissante dans ses échanges commerciaux, elle pouvait même imposer ses principes à d'autres parties du monde sans forcément utiliser la force. Cependant, pour développer ses échanges commerciaux l'Angleterre était également consciente qu'elle devait pouvoir défendre sa puissance économique par la force. Or l'enjeu, au XVI^{ème} siècle, était la domination des mers. Il était donc nécessaire de disposer d'une marine de guerre puissante adossée à une flotte de navires marchands. L'Histoire est donc toujours marquée par la prépondérance des grandes nations militaires dans les échanges commerciaux et financiers.

Ancienne colonie anglaise, les États-Unis d'Amérique sont les héritiers des principes mis en place en Angleterre depuis le XVII^{ème} siècle : la doctrine mercantiliste. Cette doctrine fait reposer la puissance de l'état sur l'auto-suffisance économique de la nation.

De l'établissement de colonies sur le « nouveau continent » jusqu'à la fin de la guerre froide les américains ont toujours montré un visage de conquérant aussi bien par l'appropriation des territoires nord-américains (de la côté Est à la côte Ouest), que par l'influence politique sur l'ensemble des Amériques (du nord au sud), jusqu'à la recherche de domination des grandes économies mondiales (pétrole, défense, ...).

⁹ ESAMBERT Bernard, *La guerre économique mondiale* ;Olivier Orban, 1991, p. 81

¹⁰ Cité dans PÉRON Michel, « *Acteurs et instruments de la domination économique : aux sources de la pensée anglo-saxonne* », p.8 dans AZUELOS Martine et ESPOSITO Marie-Claude (Dir.), *Mondialisation et domination économique : la dynamique anglo-saxonne*, Paris ; Economica, 1997, p.8. Le terme « empire » faisait référence à l'Empire du peuple romain, c'est-à-dire la suprématie et la souveraineté de Rome.

Un isolationnisme pragmatique

En 1823, le Président Monroe édicte la doctrine de non-intervention dans les affaires européennes contre le respect de l'intégrité du territoire américain. Les États-Unis y affirment leur hostilité à toute ingérence européenne sur le continent américain, permettant ainsi leur domination future sur le continent américain qu'ils considèrent comme une véritable chasse gardée. Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, les États-Unis limitent encore leur politique extérieure à des objectifs purement internes.

Ainsi, ce n'est que lorsque la défense de leurs intérêts vitaux l'exige que les Américains rompent leur isolationnisme. Lorsque le Japon refuse d'ouvrir son territoire aux exportations américaines (1853-1854), les États-Unis envoient l'escadre du Commodore Perry pour le faire plier. Dans le même ordre d'idée, afin de soutenir le marché intérieur américain, John Hay, secrétaire d'État américain, définit, en 1899, la doctrine de la « Porte ouverte » et la met en œuvre pour la première fois, en 1900, vis-à-vis de la Chine.

Cette doctrine, qui consiste à promouvoir l'ouverture des marchés et à reconnaître les souverainetés existantes, sera le pilier de l'ordre mondial défendu par les États-Unis et guidera chacune des actions de sa politique extérieure. Parfaitement adaptée à la philosophie politique des États-Unis de protection de son intégrité territoriale et de domination de l'économie mondiale par la conquête de nouveaux marchés et la diffusion de sa technologie, elle soutient la « destinée manifeste » des États-Unis, leur vocation à dominer leur continent mais également à propager leurs valeurs à travers le monde.

Cette politique, associée à la prédominance des produits manufacturés et à un excédent commercial important, conduit les États-Unis à devenir la première puissance économique mondiale dès la fin du XIX^{ème} siècle et à commencer une vigoureuse expansion commerciale.

L'irrésistible ascension vers la domination de l'économie mondiale

Jusqu'en 1941, la politique étrangère américaine consiste essentiellement à éviter toute influence extérieure sur sa politique intérieure ce qui a fait dire à Raymond Aron que « *l'action extérieure des États-Unis a pêché non par volonté de puissance mais par inconscience du rôle que lui imposait le destin* »¹¹. Cependant grâce à leur puissance économique et au travers de leur force commerciale les États-Unis prennent pied sur la scène internationale, au cours des premières années du XX^{ème} siècle, et s'y imposent progressivement.

Avant la première guerre mondiale il y a un décalage flagrant entre, d'une part, la place des États-Unis dans les échanges et les investissements internationaux et, d'autre part, leur supériorité économique. Première puissance économique, ils ne représentent que 10% du commerce mondial¹² et 6% des investissements mondiaux¹³. Dès les années 1920, les États-Unis intensifient les échanges et augmentent leurs investissements à l'étranger.

¹¹ ARON Raymond, *République impériale*, Paris ; Calmann-Lévy, 1973, p.27 cité dans MELANDRI Pierre, *La politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris ; Presses universitaires de France (Politique d'aujourd'hui), 1995, p. 15.

¹² 14% pour le Royaume-Uni et 12% pour l'Allemagne

Les résultats se sont vite fait sentir. En 1940, et malgré la crise de 1929 qui marque un temps d'arrêt dans cette montée en puissance, les États-Unis prennent la première place dans les échanges mondiaux et deviennent les seconds investisseurs mondiaux. Mais cette position de domination uniquement économique se révèle vite précaire à une époque où les relations internationales subissent l'un des plus grands chocs de leur histoire.

1.2 La suprématie par les relations internationales

Les événements de 1917 puis de 1941, qui provoquent l'entrée en guerre des États-Unis, leur font prendre conscience que relations internationales et commerciales sont étroitement liées et que leur sort est désormais indissociable de celui des autres démocraties.

Vers une nouvelle approche des relations internationales

Les États-Unis prennent rapidement conscience que la suprématie économique donne aux gouvernements la force de frappe économique nécessaire pour dominer les autres nations et contribue également à garantir la sécurité militaire par l'avancée technologique et la capacité d'achat de matériels qu'elle procure. L'attitude du Japon en 1853 lui montre également que cette suprématie économique n'est rien sans une capacité de recours à la force qui garantisse la capacité de libre circulation des biens et des personnes nécessaire aux échanges commerciaux.

Mais en dehors des échanges commerciaux, et jusqu'en 1940, les États-Unis refusent toujours de s'investir dans la gestion des relations internationales, respectant en cela les recommandations que le Président George Washington avait adressé à ses successeurs à l'occasion de son discours d'adieu en 1796 : « *En ce qui concerne les nations étrangères, notre grande règle de conduite sera, tout en étendant nos relations commerciales avec elles, d'entretenir aussi peu de rapports politiques que possible [...] Pourquoi, en entremêlant notre destinée à celle d'une quelconque partie de l'Europe, empêtrer notre paix et notre prospérité dans les tourments de l'ambition, de la rivalité, de l'intérêt, de l'humeur ou du caprice des Européens ?* »¹⁴. Cette volonté de ne pas se mêler des querelles européennes qui pourraient menacer la stabilité de l'Union et l'isolationnisme qu'elle sous-tend « *va influencer la politique extérieure américaine jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle. Politique facilitée par l'isolement géographique des USA (quasi insulaire).* »¹⁵ L'attaque de Pearl Harbour met en lumière les défauts de cette politique et marque la fin de cet isolationnisme. Si les États-Unis veulent protéger leur population et leurs intérêts ils doivent se résoudre à accepter cette réalité historique incontournable : les économies dominantes qui luttent pour la suprématie de leurs secteurs manufacturiers, ne peuvent maintenir leur puissance qu'en renforçant leur influence dans les relations internationales en utilisant si besoin la force et la contrainte comme instruments de domination. Les États-Unis, première puissance économique et commerciale mondiale, doivent donc à présent évoluer pour influencer les relations internationales à leur profit.

¹³ 47% pour les britanniques, 16,1% pour les Allemands et 20,6% pour les Français

¹⁴ Cité in GILBERT Félix, *To the Farewell adress*, Princeton University press, 1961, p. 145.

¹⁵ VILBOUX Nicole, « *Les stratégies de puissance américaine* », Paris ; Ellipses (Repères stratégiques), 2002, p. 49.

Une force armée au service de la puissance économique

Le premier facteur qui permet aux États-Unis de dominer les relations internationales repose sur le besoin de protéger leurs routes commerciales. Grâce à leur puissance économique ils peuvent se doter d'une force maritime (3^{ème} en 1914) puis terrestre et aérienne bien équipée qui leur permet de devenir la première puissance militaire. Cette supériorité est en effet un facteur historique de puissance car le pays le plus puissant militairement peut faire valoir et imposer ses intérêts au moyen de la force si besoin.

Cependant, dès l'origine, la politique des États-Unis vis-à-vis de l'extérieur est marquée par le « *refus des politiques de puissance, jugées immorales, et de l'équilibre des forces comme mode de régulation du concert des nations* »¹⁶. En effet, pour des raisons historiques et culturelles, le recours à la force armée par les États-Unis est strictement encadré¹⁷ et ne peut pas être utilisé comme un instrument de politique étrangère approprié à la promotion et à la défense de leurs intérêts et de leurs valeurs dans le monde. La société américaine s'est toujours méfiée d'un état fédéral fort disposant d'une armée pouvant limiter l'autonomie des États et menacer les libertés individuelles. La lutte entre des fédéralistes, héritiers d'Alexandre Hamilton, protectionnistes et défenseurs d'un état fédéral fort, et les partisans de la décentralisation et du libre arbitre des États, héritiers de Jefferson, a ainsi fortement animé l'histoire des États-Unis.

Le principe même de l'utilisation de la force pour faire valoir ses intérêts n'est d'ailleurs pas un réflexe des américains pour qui développement économique, démocratie et sécurité vont de paire. Le président Wilson vante même en 1915 la « *nation si forte de ses droits qu'elle n'a pas besoin de convaincre les autres par la force* »¹⁸

Ce refus de la guerre et de l'usage de la force est une valeur héritée des puritains britanniques qui fondèrent la Nouvelle-Angleterre en 1620. Pour les américains la légitimité de la guerre repose sur de strictes conditions morales de réponse à une agression ou de défense des valeurs universelles, et pas sur l'utilisation d'un autre moyen pour poursuivre une action politique. Cependant, quand la guerre s'impose à elle, l'Amérique s'y engage avec un esprit de croisade messianique mobilisant toutes les ressources de la nation. Elle se trouve en effet en position de défenseur dans une lutte manichéenne, de la « *civilisation contre la barbarie* » au temps des guerres indiennes ou encore de la liberté contre « *l'empire du mal*¹⁹ » ou « *l'axe du mal* »²⁰ plus récemment.

¹⁶ BOENE Bernard, « *La stratégie générale des États-Unis ou le jeu sans fin de l'idéologie et du réalisme* », *Stratégie*, n°39, 3^{ème} trimestre 1988, p. 48 cité dans VILBOUX Nicole, « *Les stratégies de puissance américaine* », *op. cit.*

¹⁷ la culture américaine oppose la protection des libertés individuelles au fédéralisme étatique. Le recours à la force armée et à la conscription par l'État fédéral est strictement encadré par le Congrès qui les limite aux temps de guerre. Cette attitude est notamment motivée par le refus catégorique de pertes humaines par l'opinion publique. L'amélioration technologique et la supériorité capacitaire des matériels tendent à gommer ces problèmes psychologiques liés à l'engagement des forces.

¹⁸ Extrait d'un discours prononcé en mai 1915 par le président Wilson ; cité dans VILBOUX Nicole, « *Les stratégies de puissance américaine* », *op. cit.*, p. 8

¹⁹ Union soviétique

²⁰ Irak, Iran, Corée du Nord

C'est dans le même état d'esprit que les États-Unis se défendent par la force quand ils considèrent que leurs intérêts économiques sont menacés. L'expédition, déjà mentionnée, du Commodore Perry au Japon, les interventions au Panama pour la liberté d'accès du Canal ainsi qu'au Koweït ou en Irak pour garantir une source d'approvisionnement majeure en pétrole relèvent de la même stratégie.

Mais au delà du volet coercitif de ces interventions armées, les États-Unis ont toujours su profiter des phases d'occupation et de reconstruction pour favoriser l'implantation de leur culture, l'adoption de leurs valeurs et l'ouverture de l'économie des vaincus à leur industrie. L'exemple de l'Allemagne et du Japon après la deuxième guerre mondiale est ainsi emblématique.

Cette utilisation de la force par les États-Unis semble donc toujours motivée soit par une agression ou une menace directe de leurs intérêts fondamentaux dont fait partie l'économie, soit par la volonté d'étendre leur domination économique. Cette domination américaine passe, certes, par une supériorité militaire pour faire face à une multitude de risques mais également par une domination de l'industrie américaine dans un ensemble de secteurs économiques jugés stratégiques.

Un pouvoir d'influence sur les organismes économiques et financiers mondiaux

Le second facteur contribuant à la domination des relations internationales repose sur les grandes institutions de contrôle des échanges commerciaux et monétaires mondiaux qui peuvent faire plier les États en utilisant les sanctions économiques. L'influence que peut avoir une Nation comme les États-Unis sur ces institutions est alors stratégique.

Les États-Unis contribuent tout d'abord à la mise en place de l'Accord général sur les tarifs et le commerce (ou GATT²¹) en octobre 1947, dont l'objectif est de mettre en place des règles de gestion équitables du commerce mondial afin de promouvoir les échanges, de favoriser la participation des pays au commerce mondial, d'optimiser l'emploi des ressources mondiales et de relever le niveau de vie et les revenus des peuples. Si le GATT relance les échanges mondiaux à la fin de la deuxième guerre mondiale, cette enceinte de négociations commerciales et multilatérales permet surtout aux États-Unis, pendant près de 60 ans, de mener des actions pour que les règles de fonctionnement du commerce mondial satisfassent leurs intérêts. Ils orientent notamment les conclusions prises lors de l'*Uruguay Round* en septembre 1986 qui élargit le champ des sujets couverts par le GATT tels que la libéralisation du commerce dans de nouveaux domaines (services, volet commercial de la propriété intellectuelle, investissements) ou l'adaptation des règles relatives à la sauvegarde, aux subventions et au dumping. Autant de mesures favorables au libéralisme et à l'hégémonie américaine²².

²¹ General agreement on tariffs and trade

²² FRAYSSÉ Olivier, « *Les nouvelles règles du commerce mondial : une mondialisation américaine ?* » dans AZUELOS Martine et ESPOSITO Marie-Claude (Dir.), *Mondialisation et domination économique : la dynamique anglo-saxonne*, op. cit

Les États-Unis sont également responsables de la transformation, en 1995, du GATT en Organisation mondiale du commerce (OMC) afin de mieux garantir le respect des règles relatives au commerce mondial édictées par le GATT et de surveiller les politiques commerciales des pays membres. Or, « [...] *le cadre juridique de l'Organisation mondiale du commerce s'inspire très largement du modèle américain. En effet, les nouvelles règles du commerce mondial sont pour l'essentiel une transposition en droit international des lois américaines. Elles profitent essentiellement aux États-Unis et leur application induit une exportation du modèle américain* »²³. Les États-Unis disposent donc avec l'OMC d'un outil favorable à leurs intérêts qu'ils savent utiliser à leur profit mais dont ils savent oublier les règlements quand ceux-ci ne leur sont pas favorables.

L'influence des États-Unis dans le domaine financier est tout aussi prégnante. La libéralisation des capitaux, accompagnant l'évolution de l'économie mondiale, nécessite la mise en place d'organismes régulateurs et l'élaboration d'une réglementation des échanges financiers favorisant la stabilité financière mondiale. Les accords de Bretton Wood et la création du Fond monétaire international (FMI), pour améliorer la coopération monétaire internationale et l'expansion du commerce international, contribuent à instaurer une réglementation bancaire mondiale. L'action des États-Unis au sein du FMI, au travers de l'action de la Réserve fédérale leur permet de s'assurer que cette réglementation mondiale tiendra compte de leurs intérêts²⁴.

Les États-Unis favorisent la création, en décembre 1960, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui prend la suite de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) créée en 1948 sur la base des propositions du général George Marshall. L'OCDE qui a vocation à renforcer l'économie des pays membres, de promouvoir l'économie de marché et le libre-échange et de contribuer au développement des pays en voie de développement est un instrument sur lequel les États-Unis peuvent se reposer pour harmoniser les pratiques commerciales des principaux pays industrialisés.

Enfin dans le cadre d'une stratégie d'influence internationale les États-Unis soutiennent les actions de nombreux organismes internationaux qui aident le commerce mondial et les pays en voie de développement. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD ou Banque mondiale) qui finance des programmes de développement économique, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture qui assiste les pays en voie de développement en matière d'agriculture ou l'Organisation mondiale de la santé sont autant de sphères d'influence où les américains peuvent faire valoir leur vision de l'économie mondiale et défendre leurs intérêts.

²³ AZUELOS Martine et ESPOSITO Marie-Claude (Dir.), *Mondialisation et domination économique : la dynamique anglo-saxonne*, Paris ; Economica, 1997, p.3

²⁴ ESPOSITO Marie-Claude, « *Internationalisation et réglementation bancaires : le rôle des autorités de surveillance anglo-saxonnes* » dans AZUELOS Martine et ESPOSITO Marie-Claude (Dir.), *Mondialisation et domination économique : la dynamique anglo-saxonne*, op. cit.

1.3 Une industrie façonnée pour la domination

L'industrialisation américaine bénéficie d'un territoire immense et riche en ressources naturelles. Elle tire également partie de la croyance protestante du caractère divin de la réussite personnelle²⁵ et de la tradition américaine de la libre entreprise. L'action de l'État fédéral est également déterminante à chaque étape de développement économique national.

Un développement industriel rapide soutenu par l'État fédéral

Les États-Unis sont, à l'origine, une nation de pionniers et de communautés agricoles. Avec la course au Pacifique, et la prise de possession de plus en plus de territoires, la production agricole devient vite excédentaire : céréales, coton, tabac, oranges. Elle doit rapidement exporter une partie croissante de ses récoltes grâce au développement des entreprises commerciales. Parallèlement, les capitaux dégagés dans le commerce international agricole et la découverte d'importantes ressources souterraines dans les territoires conquis entraînent un vaste mouvement d'industrialisation dans différents secteurs : charbon, pétrole, cuivre, phosphate, ... Le développement effréné et spéculatif du chemin de fer accélère ce développement industriel sous l'impulsion décisive du pouvoir fédéral.

Car en dépit d'un débat récurrent de l'histoire américaine depuis l'indépendance, opposant les tenants d'une État fédéral fort soutenant, voir encadrant, l'activité des entrepreneurs à ceux refusant que les pouvoirs publics interviennent dans la vie économique, de peur de brider l'élan des initiatives individuelles, l'État fédéral a, en définitive, toujours été omniprésent pour défendre le tissu industriel américain et lui fournir un environnement favorable à son développement. Les États fédérés aident dès l'indépendance l'initiative privée en contribuant à la mise en place d'infrastructures routières, fluviales, et ferrées essentielles au développement des échanges intérieurs mais également par le biais d'une politique tarifaire favorable aux jeunes industries domestiques contre la menace de la concurrence étrangère. L'État fédéral intervient également à la fin du XIX^{ème} siècle pour mettre en place des mesures réglementaires pour lutter contre les positions monopolistiques (lois antitrust), ce qui ancre rapidement et profondément la notion de concurrence dans la culture entrepreneuriale américaine.

Si les guerres territoriales du XIX^{ème} siècle sont à l'origine d'un développement important de l'industrie, notamment d'armement, c'est surtout la guerre de sécession qui renforce fortement l'industrialisation du pays. Non pas tant par l'explosion de la production d'armement qu'elle provoque que par l'augmentation importante de la productivité et l'enrichissement de certains « marchands de canons » qui investissent ensuite massivement dans l'industrie. En effet, les Nordistes, pour faire face à un besoin important d'armement sans disposer d'une main d'œuvre plus importante qui est mobilisée sur le front, doivent améliorer l'efficacité de la production industrielle. Des nouvelles méthodes rationnelles de production sont imaginées et mises en œuvre pour la première fois par les usines de fusil Springfield. A la fin du XIX^{ème} siècle, grâce à leurs exportations agricoles et à la croissance de leur industrie, les États-Unis deviennent la première puissance économique mondiale.

²⁵ La réussite personnelle étant la manifestation du soutien de Dieu.

La conquête industrielle par la capacité d'adaptation et par une productivité accrue

Lorsqu'à la fin du XIX^{ème} siècle la totalité du territoire est conquis, les entreprises américaines doivent se tourner vers l'étranger pour poursuivre leur développement. En effet les lois antitrust limitant leur développement aux États-Unis, c'est en s'ouvrant sur l'étranger que les entreprises américaines peuvent augmenter leur production, réaliser des économies d'échelle et améliorer leur rentabilité. L'interventionnisme fédéral conduit ainsi les entreprises américaines à s'internationaliser notamment en implantant une partie de leur production à l'étranger²⁶.

Cette évolution marque un pas au début du XX^{ème} siècle à cause de la première guerre mondiale et de la crise de 1929. Au cours de ce repli sur le marché domestique, apparaît un nouveau mode de production hérité de la guerre de sécession, l'organisation scientifique du travail ou Taylorisme, qui, associé au développement du travail à la chaîne et des séries imaginés par Ford, va améliorer sensiblement la productivité et influencer irrémédiablement la production mondiale. Cette capacité d'innovation va désormais être le moteur de la croissance américaine.

En dehors de la production automobile, qui va être décuplée par le Fordisme entre 1912 et 1924, c'est au cours de la seconde guerre mondiale que cette rationalisation de la production va montrer toute sa puissance. Alors qu'ils souffraient encore des séquelles de la crise de 1929²⁷, les États-Unis deviennent l'arsenal des alliés à la suite de l'attaque de Pearl Harbour. Les États-Unis réussissent à mettre en place une industrie de guerre moderne et diversifiée, à armer et entraîner plusieurs millions d'hommes, à fournir des armes aux alliés en difficulté et à construire des navires pour transporter les matériels et les hommes. La mise en place des *Victory programs* de fabrication massive de matériels de guerre (cf. tableau), associée à une amélioration exceptionnelle de la productivité²⁸, permet de renverser le rapport de force. Toute l'économie américaine est alors tournée vers cet effort de guerre qui entraîne un ralentissement de la production des biens de consommation (automobile,...).

Tableau 1 : Effort de guerre américain entre 1939 et 1945

	1939	1941	1942	1943	1944	1945
PNB (Md\$)	91,4	126,4	161,6	194,3	215,2	225
Production industrielle (100 en 1935)	109	162	199	239	235	203
Dépenses défense (Md\$)	5,2	13,8	49,6	80,4	88,6	76
Construction de navires (Mt)	1,5 (1940)	1,5	5	6,8	7,2	7,4
Construction de chars	346 (1940)	4052	24 997	29 947	17 565	20 000
Construction d'avions	2 141 (1040)	19 433	47 836	85 898	96 318	46 000

Il faut attendre la fin de la deuxième guerre mondiale, le plan Marshall pour la reconstruction en Europe et le plan de soutien du Japon pour que les entreprises américaines reprennent leurs exportations et investissent massivement dans les pays étrangers. Devenant des multinationales, les entreprises américaines conservent cependant leurs centres de décision aux États-Unis.

²⁶ AZUELOS Martine, « *Les États-Unis et la mondialisation : de l'ébranlement de la puissance nationale à l'émergence d'un nouveau défi américain ?* » dans AZUELOS Martine et ESPOSITO Marie-Claude (Dir.), *Mondialisation et domination économique : la dynamique anglo-saxonne*, op. cit

²⁷ 7 millions de chômeurs, armée faible : 190 000 hommes, 330 chars légers, peu d'aviation, 3^{ème} flotte mondiale, l'industrie de guerre peu développée, une opinion publique hostile à la guerre.

²⁸ La construction des *Liberty ships* passe de douze mois en 1942 à deux mois fin 1943.

Une politique d'innovation stratégique, un État fédéral protecteur

Durant les trente années qui suivent la fin de la deuxième guerre mondiale le vaste marché intérieur américain contribue au développement de l'industrie américain de biens de consommation. En outre, pendant la guerre froide, le dynamisme économique bénéficie de l'effort important fait au profit de la puissance militaire non seulement au travers des industries de défense mais également de la recherche et du développement dans les domaines militaire et aérospatial. L'industrie de biens de consommation profite fortement de ce coup de pouce à la recherche militaire et aérospatiale. Sur la même période, le commerce mondial augmente deux fois plus vite que la production. Les États-Unis dominent cette évolution : cinq compagnies américaines contrôlent 32% de la production et 44% des réserves mondiales de pétrole. Les grandes firmes américaines multiplient leurs implantations et les rachats à l'étranger²⁹.

Cependant, les États-Unis, conduits à s'endetter à la fois pour mettre en place et maintenir leur arsenal de guerre depuis 1941 mais également pour financer leur politique d'investissement et d'aide dans les zones économiques qu'ils soutiennent, voient s'accroître leur déficit budgétaire. En outre, la guerre du Vietnam déclenche une inflation désastreuse pour la compétitivité de l'économie américaine et pour la crédibilité du Dollar.

Pendant toute cette période de remise en question de la puissance américaine, l'État fédéral lance différentes mesures pour soutenir l'économie, redresser la balance commerciale³⁰, aider les entreprises américaines et maintenir l'emploi : le Dollar est dévalué en 1971 puis en 1973, des taxes sont imposées sur les importations et l'État accorde son soutien au développement à l'étranger de l'activité des firmes nationales.

Dans les années 1970 les entreprises américaines vont ainsi s'internationaliser de plus en plus du fait du ralentissement de la demande intérieure américaine, de l'accélération de la libéralisation des échanges et des flux de capitaux. Certaines sociétés commençant à faire passer leur propre intérêt avant celui de la Nation américaine, l'État fédéral décide alors de n'accorder ces aides « *que tant que la stratégie de ces firmes s'inscrit dans le cadre de la politique étrangère définie par le gouvernement [...]. Dans ce contexte les intérêts économiques sont clairement subordonnés aux intérêts stratégiques et géopolitiques.* »³¹

Mais le manque d'investissement des entreprises notamment en recherche et développement associé à une baisse de la croissance de la productivité et à une dépendance de plus en plus grande envers les produits étrangers³² ne permet pas de faire face à la crise que rencontrent les États-Unis : la part du PNB américain dans le PNB mondial passe à 25% à la fin des années 1970 contre 34% trente ans plus tôt.

²⁹ De 1950 à 1960, les investissements directs américains ont plus que doublé (12 Md\$ à 32 Md\$) atteignant 78 Md\$ en 1970.

³⁰ déficitaire pour la première fois depuis 1893.

³¹ AZUELOS Martine, « *Les États-Unis et la mondialisation : de l'ébranlement de la puissance nationale à l'émergence d'un nouveau défi américain ?* », p. 146 dans AZUELOS Martine et ESPOSITO Marie-Claude (Dir.), *Mondialisation et domination économique : la dynamique anglo-saxonne*, op. cit

³² y compris le pétrole : en 1972 les États-Unis importaient le quart du pétrole qu'ils consommaient ; ils en importeront plus de la moitié en 1979, à un prix quinze fois plus élevé.

L'arrivée des ultra-libéraux des Administrations Reagan et Bush père n'améliore pas la situation. La politique du Dollar fort, de déficit budgétaire, de déréglementation de l'économie et de limitation de l'intervention de l'État fragilise les entreprises américaines à l'export, provoque un krach boursier et un déficit budgétaire et commercial record. Il faut attendre le retour des Démocrates en 1993 pour que la situation s'améliore. Tirant les enseignements des problèmes rencontrés entre 1960 et 1990, une vaste politique de soutien à l'économie est mise en place au travers de l'innovation et de l'investissement.

Une ère post-guerre froide favorable aux restructurations et à la compétition économique

L'action de l'Administration Reagan ayant finalement permis de vaincre le bloc communiste, plus aucun pays n'est en mesure de menacer les intérêts vitaux des États-Unis. « *Libérés de leur principal souci stratégique, les États-Unis peuvent [...] libérer leur politique d'économie internationale et mener une politique plus égoïste de guerre économique avec leurs anciens alliés. Il s'agit toutefois moins des États-Unis eux-mêmes que des entreprises américaines, lancées dans une course à la croissance et à la mondialisation qui entraîne l'état fédéral à les soutenir dans la compétition [...].* »³³ Sous l'impulsion de l'industrie, l'objectif de l'Administration Clinton est ainsi de rétablir la puissance économique américaine.

Par ailleurs, l'alliance du capital financier et de l'industrie aux États-Unis s'est renforcée au cours de cette période. La chute des marchés boursiers de la fin des années 1980 conduit les principaux actionnaires et les investisseurs institutionnels à demander plus de rentabilité des groupes industriels. La montée de la participation des fonds de pension dans les groupes industriels multinationaux leur donne un droit de regard sur la productivité et la rentabilité des entreprises. Ceci s'est traduit par la consolidation de nombreux secteurs économiques.

Le rôle du capital financier est particulièrement important dans le processus de restructuration de l'industrie américaine de l'armement entre 1993 et 1997. Ce processus donne naissance aux quatre géants industriels qui dominent le secteur depuis : Lockheed Martin, Boeing, Raytheon et Northrop Grumman, qui reçoivent plus de 40% des commandes du Pentagone. Les investisseurs mènent également de fortes actions de lobbying auprès du Département de la Défense pour qu'il augmente le volume de ses commandes et qu'il simplifie les procédures de vente d'armes à l'étranger. Après la forte hausse des années Reagan³⁴ et la diminution du début des années 1990, l'Administration Clinton entame une augmentation des dépenses de Défense qui s'intensifie après les attentats du 11 septembre, dépassant les 400Md\$ en 2005. Les crédits d'équipement qui intéressent directement l'industrie augmentent de près de 70% en 7 ans³⁵. La hausse est notamment importante en matière de recherche et de développement.

³³ FONVIELLE Dominique, *De la guerre...économique*, Paris ; Presses universitaires de France (Défense et défis nouveaux), 2002, p.37

³⁴ augmentation régulière du budget entre 1978 et 1986 qui atteindra 350 Md\$ en 1986

³⁵ de 44 Md\$ en 1999 à 75 Md\$ en 2005

Après un peu plus de 200 ans d'histoire, les États-Unis possèdent aujourd'hui des acteurs économiques civils et militaires dominants qui leur permettent de défendre leurs intérêts : un complexe industriel civil et militaire puissant, une industrie des hautes technologies « normative » ; des groupes pétroliers leader mondiaux ; des fonds d'investissements omniprésents. L'absence de menaces de conflits majeurs a conduit les États-Unis à inciter son industrie nationale à prendre de nouvelles orientations pour poursuivre son développement, la conduisant ainsi à devenir un des instruments au service de la suprématie nord-américaine.

Deuxième partie – Une stratégie américaine de domination économique au profit de la sécurité des États-Unis

En 1965, le Président Johnson rappelait que les objectifs des États-Unis étaient de « *protéger sa propre paix, préserver la liberté de ses citoyens et rechercher le bonheur des américains* ». Fervents promoteur du libéralisme, les américains ont toujours associé la sécurité de leurs intérêts vitaux avec la sécurité de leur économie et des voies de communication permettant la libre circulation des personnes et des biens. De plus, les efforts financiers et humains consentis par les États-Unis au cours des différents conflits mondiaux et de la guerre froide ont profondément renforcé leur volonté de dominer l'économie mondiale pour « rentabiliser » l'investissement. Toutes les actions menées par les États-Unis depuis 1945 ont ainsi eu pour objectif de renforcer leur sécurité par la domination militaire et économique.

2.1 La stratégie d'endiguement économique : la sécurité par l'économie

A la fin de la deuxième guerre mondiale, les États-Unis possèdent 59% des réserves mondiales de pétrole, produisent plus du tiers de la production mondiale³⁶. La prospérité américaine est donc nécessaire à l'économie mondiale. Par ailleurs, toujours animés par l'esprit de Montesquieu, les américains souhaitent relancer rapidement les échanges internationaux pour construire une paix favorable à leurs intérêts.

Le Plan Marshall : une protection économique contre le communisme

En 1945, face à la montée d'une idéologie communiste incompatible avec leur modèle économique, les États-Unis se retrouvent isolés en tant que puissance riche au milieu de pays industrialisés dont l'économie a été ravagée par la guerre. Les Américains doivent donc aider les pays de l'Europe de l'ouest à résister à la vague communiste afin qu'ils redeviennent un jour des partenaires prospères. Il s'agit en fait d'une première phase d'endiguement économique.

Dans un premier temps, de mi 1945 à avril 1948, les États-Unis distribuent 6,7 Md\$ de dons et 8,6 Md\$ de prêts. Puis dans le cadre du Plan Marshall, ils aident l'Europe à se relever grâce aux 13 Md\$ d'aide économique dont 9,3 Md\$ de dons qu'ils apportent entre 1948 et 1952. Cette aide permet de rétablir le niveau de production d'avant-guerre, de réduire le déficit commercial global européen et de rétablir la stabilité financière des pays.

Il leur faut également utiliser leur pouvoir financier pour essayer de supprimer les entraves à la reconstruction européenne : le relèvement économique allemand et le décroisement des économies nationales. Ils vont ainsi forcer les Européens à coopérer.

Ces aides étant conditionnées par l'engagement des pays bénéficiaires de mettre en place un système libéral, elles vont favoriser la reprise des échanges. Dans la stratégie américaine il s'agit d'améliorer rapidement l'économie des pays européens pour relancer l'économie mondiale et le libre-échange afin, *in fine*, de favoriser leur économie.

³⁶ le monde dépendait des États-Unis pour combler les carences de produits alimentaires, de machines-outils, charbon et bien manufacturiers provoquées par la guerre.

L'endiguement économique par le contrôle des exportations

Les débuts de la guerre froide voient donc la politique du *containment* étendu à la sphère économique. Le vote de *l'export control act* de 1949, qui donne au Président des États-Unis le pouvoir de réglementer les activités commerciales du pays en temps de paix, pérennise cette nouvelle doctrine. Les pouvoirs délégués au Président par le Congrès sont considérables : il peut bloquer l'ensemble des exportations américaines et retirer à toute personne ses privilèges à l'exportation. Ce pouvoir quasi-discrétionnaire donne au Président la possibilité de réglementer les exportations et de sanctionner les infractions. *L'export contrôle act* est remplacé en 1969 par *l'export administration act* visant à mieux réglementer les relations commerciales entre états. Il est revu en 1979 puis en 1983 par le Congrès sous la pression des industriels qui souhaitent augmenter l'exportation de leurs technologies et de leurs produits et limiter les contrôles.

Ces lois permettent d'isoler commercialement le bloc communiste en donnant à l'État fédéral le pouvoir absolu de contrôler les exportations des industriels américains. Pendant quarante ans les exportations à destination des pays du bloc communiste ou à destination de pays soutenant l'URSS sont étroitement contrôlées par le pouvoir central. L'un des exemples les plus emblématiques de cette politique est la menace des mesures économiques que font peser les États-Unis sur l'URSS, dès fin 1980, à cause de la répression en Pologne. En l'absence d'amélioration de la situation, les américains décident, fin 1981 de suspendre les licences d'exportations exigées pour tous les produits et informations technologiques destinés à la construction du gazoduc euro-sibérien d'Urengoï. Les sanctions sont étendues non seulement aux entreprises américaines mais également aux entreprises étrangères fabriquant des matériels sous licence américaine. Après la prise des otages en Iran en 1979, ces lois serviront également au Président Carter à avoir un poids suffisant pour interdire aux compagnies américaines d'acheter du Pétrole Iranien.

L'Administration fédérale rencontrera cependant parfois quelques difficultés dans l'utilisation d'un tel pouvoir. L'exemple de l'embargo sur Cuba, mis en place en octobre 1960 pour répondre à la remise en cause, par le pouvoir Castriste, de la présence à Cuba de sociétés pétrolières américaines³⁷, est une illustration de ces difficultés.

Le 19 octobre 1960, les États-Unis décrètent un embargo total sur les exportations vers Cuba sauf pour les produits pharmaceutiques, le matériel médical et certains produits alimentaires. Puis le 16 décembre le quota sucrier réservé à Cuba est réduit à zéro, alors qu'un accord permettait à l'île d'écouler les deux tiers de sa production soit 3 millions de tonnes à des prix supérieurs aux cours mondiaux. Cuba perd son premier client³⁸ et son premier fournisseur³⁹. Pour soutenir son économie, l'État fédéral doit subventionner les industriels américains touchés par cette perte de débouchés pour leur production. Cuba, de son côté, grâce au soutien de l'URSS et à la diversification de ses filières d'importation, réussit à résister à l'embargo qui donnera lieu à une crise diplomatique importante et aura un coût important pour les États-Unis.

³⁷ US Texaco et Standard Oil of New Jersey

³⁸ Baisse des exports vers USA de 474 M\$ à 35 M\$.

³⁹ Les exportations vers Cuba passent de 435 M\$ en 1959 à 14 M\$ en 1961.

Cet embargo contre Cuba, comme celui contre l'URSS⁴⁰ quelques années plus tard, montreront aux États-Unis que la maîtrise des exportations n'est pas l'arme absolue contre des pays ayant réduit leur vulnérabilité par la diversification de leurs filières d'approvisionnement.

Cependant, cette stratégie d'endiguement économique associée à une asphyxie financière provoquée par la course aux armements contribuera à l'effondrement de l'Union soviétique. En effet, la chute du bloc communiste est d'abord une victoire de la puissance économique américaine qui a lancé une course aux armements que l'URSS n'a pu suivre. Du début des années 1960 jusqu'à la fin des années 1980, la doctrine américaine repose sur la fabrication de matériels de guerre imposant à l'URSS de développer des systèmes de plus en plus coûteux et contraignants pour son économie. L'Initiative de défense stratégique du Président Reagan obligera l'URSS à investir une telle masse financière qu'elle ne s'en relèvera pas⁴¹.

2.2 Une stratégie de sécurité post-guerre froide reposant sur l'économie

La disparition de l'Union soviétique consacre les États-Unis comme l'unique superpuissance mondiale. Si ce statut s'accompagne d'une lourde responsabilité en matière de sécurité internationale, les États-Unis affichent clairement leur volonté que leur prospérité est leur priorité. L'économie en tant qu'arme ayant montré sa force dans la déstabilisation de l'URSS, la domination économique est l'option que les États-Unis privilégient pour promouvoir leurs intérêts et assurer leur sécurité en dehors de toute menace militaire directe⁴².

La stratégie de sécurité américaine

Pour les États-Unis leur sécurité repose sur l'existence d'un monde stable, et de préférence démocratique favorisant la stabilité de gouvernement. Cette promotion de la démocratie reflète l'idéalisme politique américain et le pragmatisme anglo-saxon car comme l'explique l'Administration Bush « [...] l'histoire enseigne que les gouvernements représentatifs, responsables devant leur peuple sont moins tentés de recourir à l'agression contre leurs voisins. Les démocraties garantissent également les droits individuels et civils, soutiennent la liberté économique et favorisent la stabilité »⁴³.

Mais comme le souligne l'amiral Jonathan T. Howe⁴⁴ « les États-Unis n'ont ni l'intention, ni les ressources pour être le gendarme du monde ». Leur objectif essentiel est de « construire un XXI^{ème} siècle de paix démocratique » en exportant les valeurs de la société américaine, valeurs qui sont considérées comme des facteurs de progrès dont peuvent bénéficier les autres nations. Le rôle des États-Unis se conçoit comme le moteur d'une dynamique qui devrait entraîner le monde entier vers la démocratie, l'économie de marché et la paix.

⁴⁰ cf. Annexe : Embargo céréalier américain contre l'URSS de janvier 1980 à août 1983

⁴¹ DESPORTES Vincent, *L'Amérique en armes : anatomie d'une puissance militaire*, op. cit

⁴² Les attentats du 11 septembre 2001, ont donné l'occasion aux États-Unis de rappeler qu'ils étaient encore la nation dominante militairement aussi bien lors de l'intervention en Afghanistan qu'en Irak.

⁴³ *National Security strategy of the United states*, White house, Washington (D.C.), janvier 1993, p.2 cité dans VILBOUX Nicole, « *Les stratégies de puissance américaine* », Paris ; op. cit, pp. 13-15

⁴⁴ HOWE Jonathan t. (Adm.), « *From containment to engagement – American leadership for peaceful change* », NATO's Sixteen Nations, n°6 décembre 1992, p. 68 cité dans VILBOUX Nicole, « *Les stratégies de puissance américaine* », op. cit, p.15. Il appartenait alors au conseil national de la sécurité.

Cette doctrine élaborée par le Président Bush au début des années 1990 n'est pas remise en cause durant l'alternance démocrate de 1992 à 2000. Au contraire l'administration Clinton la reprend à son compte en la déclinant pour le XXI^{ème} siècle. Faisant référence à la fin de la Seconde guerre mondiale qui avait vu les Américains assumer le fardeau de la défense du monde libre grâce à l'action visionnaire de l'Administration Truman, le Président Clinton, dans son discours sur l'état de l'Union du 4 février 1997, souhaite mobiliser le pays dans une stratégie *d'engagement* garantissant sa sécurité pour « *les cinquante prochaines années* ».

L'interaction de plus en plus forte entre les intérêts internes et externes des États-Unis les conduit donc à élaborer une politique de sécurité fondée sur un engagement actif dans les affaires mondiales. Cette stratégie de sécurité prône en 1993 que « *les États-Unis doivent rester activement engagés dans les affaires internationales, et assumer les responsabilités liées à leur statut de superpuissance. [...] Une majorité de pays dans le monde a adopté la démocratie et les États-Unis ont plus d'amis que jamais ; cela leur donne l'opportunité de promouvoir les intérêts américains au lieu de simplement les défendre, et de répondre en même temps aux besoins internes. Mais d'un autre côté, les défis actuels sont plus complexes, ambigus et diffus. Il existe d'abord un risque pour la stabilité mondiale, lié aux transitions vers la démocratie en cours en Europe. Sur le plan économique, il faut se préparer à un durcissement de la compétition internationale* »⁴⁵. Le conseiller pour le commerce du Président Clinton, M. Kantor précise d'ailleurs dès 1996 que « *l'époque de la guerre froide, au cours de laquelle nous négligions d'intervenir lorsque nos partenaires commerciaux manquaient à leurs engagements est révolue. Notre sécurité militaire et notre sécurité économique ne peuvent être séparées.* »⁴⁶. La stratégie nationale de sécurité mise en place par les États-Unis après la guerre froide repose donc sur trois principes directeurs : renforcer la sécurité des États-Unis et de ses institutions par la préservation de son intégrité territoriale, de ses valeurs et de ses citoyens ; étendre la communauté de nations démocratiques indispensable aux échanges commerciaux et préserver la prospérité économique nationale, domaine indissociable de la sécurité.

Une nouvelle posture de sécurité économique

Les États-Unis se sont ainsi préparés à la lutte économique pour maintenir leur situation dominante et préserver une stabilité internationale favorable à leurs intérêts stratégiques nationaux : « *l'objectif de l'engagement international des États-Unis est clairement la poursuite de la prospérité nationale, laquelle implique [...] la contribution à un système international stable et démocratique. Les États-Unis n'hésitent pas [...] à revendiquer un rôle dominant de "leader", qui leur reviendrait naturellement du fait des vertus intrinsèques de la nation, autant que de responsabilités et de la puissance héritées de la Seconde guerre mondiale.* »⁴⁷

⁴⁵ *National security strategy of the United States*, White house, Washington (D.C.), janvier 1993, p.2 cité dans VILBOUX Nicole, « *Les stratégies de puissance américaine* », *op. cit.*, pp. 11-12

⁴⁶ « *Kantor says US to fight farm trade barriers* », USIS, 1996 cité dans SERFATI Claude, « *Au tournant du siècle : la nouvelle économie de l'armement* », in SCHMITZ Marc (Dir.), *Les États-Unis s'en vont-ils en guerre ?*, Bruxelles ; Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, 2000, pp. 129-130

⁴⁷ VILBOUX Nicole, *Les stratégies de puissance américaine*, *op. cit.*, p.7

Le secrétaire d'État du Président Clinton, Anthony Lake, justifiera auprès de la population américaine cette doctrine d'activisme par le lien fort existant entre cet engagement extérieur et la préservation des intérêts nationaux, soulignant « *qu'aucun autre pays ne peut ou ne veut prendre la place des États-Unis* ».

Cherchant à « *renforcer le cœur des démocraties de marché* » en commençant par les États-Unis l'Administration Clinton restaure la compétitivité des entreprises américaines et consolide ses liens avec ses alliés. Grâce à la coopération entre le pouvoir fédéral et les entreprises il met en oeuvre la doctrine de « *l'enlargement* »⁴⁸ de promotion de « *la démocratie de marché* » à travers le monde. Le maintien d'une capacité militaire est jugé nécessaire pour vaincre ou dissuader les états « voyous » qui refuseraient l'idée même de démocratie.

Après la réélection du président Clinton le concept « *d'enlargement* » disparaît mais la promotion de la démocratie à travers le monde demeure. La nouvelle stratégie nationale de sécurité de 1997 (élaborée sur la base de la Quadriennal defence review 1997) vise à défendre les intérêts américains à travers le monde en « *modeler l'environnement international* » grâce aux instruments diplomatiques, économiques et militaires à la disposition des États-Unis. Cependant au fil du temps l'utilité de la force décline au profit de la diplomatie et des sanctions économiques.

L'arrivée de la nouvelle administration Bush en janvier 2001 marque l'entrée en vigueur d'une nouvelle stratégie nationale de sécurité dont les orientations ne sont pas remise en cause par les attentats du 11 septembre. Elle met l'accent sur la capacité américaine d'intervenir à l'extérieur, sur la nécessité d'empêcher toute domination hostile de régions vitales sur toute la planète⁴⁹ et sur la préservation de l'économie américaine au travers de la vitalité de l'économie mondiale quelle fait reposer sur la sécurité des lignes de communication « *maritimes, aériennes, spatiales et de l'information* » et sur la garantie d'accès aux ressources et aux marchés.

Cette nouvelle stratégie nationale de sécurité montre clairement la volonté américaine de développer une puissance militaire et économique. Il s'agit bien de mettre en place une stratégie de domination dans laquelle, d'une part, les alliés et les amis seraient placés sous tutelle grâce aux accords internationaux ou bi-latéraux, et, d'autre part, les opposants potentiels seraient découragés par l'avance militaire américaine et adopteraient à terme le système économique défendus par les États-Unis. Cette démarche illustre parfaitement les propos de Pierre-Emmanuel Barral, « *les fondements de la puissance américaine [reposent sur] une société prospère, une volonté de puissance sans cesse réaffirmée, un sentiment de supériorité inébranlable, un outil militaire sans rival dans le monde, un optimisme issu du siècle des Lumières et un esprit pionnier qui nourrissent une foi dans la destinée de la Nation* »⁵⁰.

⁴⁸ LAKE Anthony, « From containment to enlargement », Discours du 21 septembre 1993, S.A.I.S., in US Department of state Dispatch, vol. 4, n°39, 27 septembre 1993, p. 664 cité dans VILBOUX Nicole, « *Les stratégies de puissance américaine* », *op. cit.*, p. 16.

⁴⁹ sauf en Afrique.

⁵⁰ BARRAL Pierre-Emmanuel, « Géopolitique intérieure des États-Unis », p.23 in CHAUPRADE Aymeric (Dir.), *Géopolitique des États-Unis*, Paris ; Ellipses (Revue française de géopolitique), 2005

2.3 La stratégie américaine de domination économique

Cette volonté de domination économique est apparue dès le XIX^{ème} siècle. Éclipsée par la crise de 1929 puis par la seconde guerre mondiale et par la guerre froide, où la domination militaire a pris le pas sur la domination économique, elle est revenue au premier plan dans les années 1990. La fin de la guerre froide n'a donc finalement entraîné qu'une réorientation « dans la continuité » de l'action offensive américaine : d'une lutte purement militaire on est passé à une lutte mêlant volets militaires et économiques, cette stratégie reposant sur une forte mobilisation de l'État fédéral.

Une domination reposant sur la force armée et sur des facteurs économiques stratégiques

Superpuissance sans rivale depuis la chute de l'Union soviétique, les États-Unis n'hésitent pas, dans un rapport du fort au faible, à juger, influencer et sanctionner le comportement d'autres pays à travers le monde à l'aune de leur culture, et de leurs principes politiques, moraux et économiques.

Comme le souligne Robert Kagan, si le libéralisme moderne, attaché au droit et aux libertés individuelles, définit le progrès humain en termes de protection sans cesse accrue de ces droits et libertés à travers le monde, il n'hésite pas à contraindre par la force, si besoin, les régimes anti-libéraux à se comporter de façon plus démocratique pour atteindre son but. Ainsi « [...] *traditionnellement et idéologiquement [les États-Unis] ont toujours cherché à promouvoir les principes libéraux sans se soucier des subtilités westphaliennes*⁵¹. [...] *les États-Unis doivent leur existence, leurs lois et libertés, au principe d'ingérence. [...] l'Amérique a toujours été forcément jalouse de sa propre souveraineté mais, tout au long de la guerre froide et, de fait, durant toute son histoire, elle s'est beaucoup moins préoccupée de la souveraineté nationale des autres nations, se réservant le droit d'intervenir partout et n'importe où. [L'Amérique] a toujours justifié son intervention au nom de la défense du libéralisme et de son expansion.* »⁵²

Les États-Unis ont également compris qu'en terme d'outils économiques de domination « *les vrais richesses ne sont plus les matières premières mais les hommes et leur niveau d'éducation, de culture, d'intelligence et leur ardeur au travail. La créativité et l'innovation sont des atouts fondamentaux des entreprises jetées dans le conflit. Le développement scientifique est devenu un facteur important de la guerre. C'est par l'union de l'entreprise, de ses cadres et du scientifique que se développent les technologies nouvelles qui irriguent le monde en produits de consommation ou en service à taux de croissance élevés.* »⁵³. Les facteurs traditionnels de la domination économique reposent donc sur la mobilisation des énergies nationales, sur l'innovation scientifique et les entreprises.

⁵¹ Établi après les affrontements religieux de la guerre de 30 ans, le système de Westphalie consacre la souveraineté nationale et le principe de non ingérence comme préalables indispensables de la paix internationale.

⁵² KAGAN Robert, *Le revers de la puissance : Les États-Unis en quête de légitimité*, op. cit, pp. 66 ; 72-73.

⁵³ ESAMBERT Bernard, *La guerre économique mondiale* ; Olivier Orban, 1991, p. 10

En effet, c'est grâce à la mobilisation individuelle et collective de ses forces vives, à l'investissement dans la recherche, au développement technologique et à sa capacité d'innovation⁵⁴ que les États-Unis peuvent mener des actions économiques efficaces et disposer d'une avance technologique stratégique pour la conquête de nouveaux marchés.

Pour compléter ce dispositif traditionnel, de nouveaux facteurs incontournables de puissance économique sont en train d'émerger : la protection de la propriété industrielle, qui tend à devenir le principal actif des entreprises, et le régime des sauvegardes et des subventions, qui définit le champ et la nature de l'intervention des États dans le domaine des échanges. L'importance de ces facteurs est telle qu'elles font l'objet d'un lobbying important des États-Unis notamment au sein de l'OMC.

Un protectionnisme d'État

Dans un monde dominé par la globalisation des échanges l'État fédéral ne peut plus imposer une politique économique aux entreprises. En revanche il peut favoriser leur action en leur fournissant des services et des moyens. « *La guerre économique peut [ainsi] se traduire par une implication directe de l'État qui met ses services à la disposition des entreprises. Celles-ci, en échange, sont considérées comme des entreprises citoyennes dans la mesure où elles participent d'une politique économique nationale dont elles ne sont que les exécutants spécifiques.* »⁵⁵

En dépit de l'importance des multinationales, le rôle de l'État fédéral reste déterminant par sa légitimité dans les négociations des accords internationaux. Le commerce et les échanges économiques dépendent en effet étroitement des orientations et des décisions prises par le pouvoir politique aussi bien en multilatéral (OMC, GATT), qu'en régional (ALENA, NAFTA) et en bilatéral (plusieurs centaines d'accords en vigueur). Outre la politique économique intérieure, l'État fédéral peut ainsi intervenir sur la politique économique extérieure et internationale par la promulgation et la promotion de lois et d'accords favorables au pays.

Il dispose également de leviers économiques permettant un contrôle étroit de l'économie du pays : limitation des exportations et des importations, aides financières, taxation, discrimination tarifaire envers certains pays, exclusion d'entreprises qui commerce avec certains pays, quotas sur les importations, refus d'autorisation d'exporter certaines marchandises (processeurs, licences de produits), dumping (exportation à des prix inférieurs à des prix de production en vue d'affaiblir l'économie du pays cible et de conquérir des parts de marché), suspension des aides aux entreprises, embargo économique, contrôle des technologies critiques et stratégiques.

Dès le milieu des années 1980, les Administrations américaines successives lancent ainsi des actions destinées à maintenir la domination américaine dans des secteurs jugés stratégiques et menacés par la concurrence étrangère. Ainsi, en 1986, le *National center for manufacturing sciences (NCMS)*, destiné à développer des technologies avancées pour la fabrication de matériaux et financé par le budget fédéral, est mis en place.

⁵⁴ moteur de la croissance américaine depuis plus de 20 ans.

⁵⁵ FONVIELLE Dominique, *De la guerre...économique*, Paris ; *op. cit.*, p. 78

De nombreux programmes de soutien à l'innovation technologique sont également lancés : *l'Initiative de l'acier*, en 1986, afin de favoriser le développement de nouvelles technologies dans la sidérurgie ; l'initiative technologique de fabrication de semi-conducteurs (*Sematech - Semiconductor manufacturing technology initiative -*), en 1987, co-financé par le secteur privé et le secteur public (DARPA) à hauteur de 100 M\$ par an entre 1988 et 1992 ; loi sur l'innovation technologique en 1980 ; loi sur la coopération nationale en matière de recherche qui assouplit la loi antitrust, etc. Mais le refus endémique américain d'une intervention de l'État dans les affaires des entreprises privées met fin à ces initiatives au début des années 1990.

Sous l'Administration Clinton, cette démarche est relancée avec une vigueur renforcée par la fin de la guerre froide. Le Président met tout d'abord en place, dès sa prise de fonction, une diplomatie favorisant les questions économiques et commerciales, n'hésitant pas à faire pression sur ses partenaires commerciaux pour défendre les intérêts des entreprises américaines⁵⁶. Il s'agit moins d'un changement de nature que de degré. Dans un certain sens, depuis longtemps le gouvernement américain subventionne et oriente le secteur privé à travers le budget de la Défense, les règlements régissant la navigation aéronautique, les mesures en faveur du logement, des programmes d'assurance maladie (Medicare ou Medicaid avec leurs retombées sur l'industrie médicale et pharmaceutique).

Les Présidents Reagan et Bush n'avaient ainsi pas hésité à leur époque à transgresser ce que leur idéologie libérale leur interdisait en imposant plus de restrictions aux importations que les six Administrations précédentes : en 1989, les deux-tiers des biens exportés par les Japonais ont ainsi été soumis à une forme ou une autre de quota, tarif spécial ou autre barrière douanière ; il a été souvent fait recours à l'article 19 du GATT de 1947 qui autorise l'imposition de barrières douanières lorsqu'un secteur économique est menacé par une hausse des importations moyennant compensation ; des sanctions anti-subvention plus sévères que celles de *l'Uruguay Round*⁵⁷ ont également été prises.

Enfin, il ne faut pas oublier l'importance du rôle que peuvent avoir les services de renseignement dans le soutien des États-Unis à leur industrie. La mise en place du réseau international d'écoute Échelon en coopération avec le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie a permis aux industriels américains de bénéficier d'informations économiques stratégiques pour leurs affaires. Par exemple, dans l'affaire opposant Raytheon à Thomson sur la fourniture au Brésil d'un système de surveillance de l'espace aérien, les États-Unis avaient intérêt à ce qu'une entreprise américaine remporte le marché, le Brésil faisant partie de leur sphère d'influence naturelle. Les services de renseignement américains ont mis sous surveillance les responsables français du projet et ont obtenus des informations montrant une tentative de corruption. Ces éléments ont contribué à faire échouer le projet de la société française.

⁵⁶ En effet la stratégie de l'Administration démocrate considérait que l'accès aux marchés étrangers favorisait la priorité gouvernementale de création d'emploi

⁵⁷ subvention à l'exportation et à la production y compris prêt et recapitalisation, alors que dans le GATT de 1947 seules les subventions à l'exportation étaient sanctionnées.

Troisième partie – Une industrie américaine vecteur économique d’une politique étatique de domination

3.1 Une coopération État-industrie incontournable

A la fin de la guerre froide, le Président George Bush père annonce un nouvel ordre de paix reposant sur un nouvel équilibre planétaire stable s’appuyant sur la puissance militaire américaine désormais sans rivale. Dans la stratégie nationale de sécurité de 1991, le Président Bush explique qu’une économie forte est indispensable à la poursuite de la domination américaine. Ceci était déjà vrai du temps de la guerre froide, mais le recul de la menace permet d’accorder plus d’attention à l’amélioration des « *performances économiques intérieures* ». En outre, il semble désormais possible de créer « *une économie mondiale réellement ouverte* » ce qui implique de réformer le système commercial, d’améliorer la coordination des politiques des pays industrialisés, et d’apporter un soutien au passage des pays de l’Est à l’économie de marché. Les États-Unis étant une « *nation commerçante depuis leur naissance* », ils ont absolument besoin d’un système de libre échange.

Or comme l’explique Edward Luttwak tout ceci ne peut se faire qu’au travers d’une industrie dominante, véritable armée au service de la puissance économique : « *L’ancienne rivalité entre les états a pris une forme nouvelle que j’ai baptisée la géo-économie. Dans cette géo-économie, les capitaux investis ou drainés par l’État sont l’équivalent de la puissance de feu ; les subventions au développement des produits correspondent aux progrès de l’armement ; la pénétration des marchés avec l’aide de l’État remplace les bases et les garnisons militaires déployées à l’étranger, ainsi que l’influence diplomatique. Ces diverses activités –investir, chercher, développer et trouver un marché– sont également le lot quotidien des entreprises privées qui les exercent pour des motifs purement commerciaux. Mais quand l’État intervient, lorsqu’il encourage, assiste ou dirige ces mêmes activités, ce n’est plus de l’économie pur sucre mais de la géo-économie* »⁵⁸.

La mondialisation modifie donc les rapports entre un État et son industrie : l’État partage son autorité sur les affaires du monde avec d’autres acteurs transnationaux ayant une plus grande influence qu’un État dans certains domaines comme celui de l’économie : les entreprises. Inversement, si les multinationales prennent de plus en plus d’importance, elles restent tout de même dépendantes des réglementations publiques internationales négociées par les États. Dans ce cadre, les liens entre un État et son industrie sont renforcés par des intérêts convergents. C’est ce que défend Madeleine Albright lorsqu’elle souligne que l’objectif de l’Administration Clinton est clairement « *de continuer à façonner un système économique global qui travaille pour l’Amérique* »⁵⁹. Car l’un des enjeux de cette collusion État-industrie pour les États-Unis est la libre circulation et le libre accès aux ressources naturelles, toute entrave pouvant justifier une guerre commerciale mais également militaire.

⁵⁸ LUTTWAK Edward, N., L’arsenal de la géo-économie, Revue des deux mondes, 1995, p.119 cité dans MOINET Nicolas, *Les batailles secrètes de la science et de la technologie*, Lavauzel, 2003, pp.105-106

⁵⁹ « Madeleine Albright statement before SFRC Jan. 8”, USIS, 9 janvier 1997, p. 8 dans DESPORTES Vincent, *L’Amérique en armes : anatomie d’une puissance militaire*, op. cit, p.61

3.2 Un plan de bataille élaboré et piloté par l'État fédéral

Le Président Bush et son secrétaire d'État, James Baker, estimaient au début des années 1990 que seule l'ouverture du marché mondial et la généralisation du libre-échange permettraient d'assurer la prééminence de l'économie américaine et d'augmenter la croissance des États-Unis. Le Président Clinton va plus loin. Il considère qu'il est nécessaire de renforcer la puissance économique américaine afin de « *diriger le monde vers une nouvelle ère de croissance globale* »⁶⁰.

Dès sa prise de fonction le président Clinton souligne que « *seuls les États-Unis peuvent jouer le rôle de leader pour soulager la souffrance humaine, continuer la marche vers la démocratie et les droits de l'homme, et maintenir la croissance de l'économie de marché* »⁶¹. Les États-Unis se placent naturellement comme le promoteur de principes et de valeurs qu'ils jugent universels et qu'ils souhaitent voir s'étendre à l'ensemble des nations de la planète : économiques, politiques, juridiques, culturels, écologiques.

Le Président Clinton souligne que « *[Les américains doivent] démolir le mur qui existe dans [leur] pensée entre politique intérieure et politique intérieure* ». Il considère que les problèmes de sécurité doivent dépasser l'aspect purement militaire en mettant l'accent sur l'économie qui devient une priorité politique. Pour soutenir cette politique, un Conseil national économique (*National economic council*) est créé, en 1993, sur le modèle du Conseil national de la sécurité. Il est chargé de coordonner les politiques publiques à l'égard des entreprises.

Des organismes de coopération État-industrie tels que le *National counter intelligence center* (NACIC) sont également mis en place. Le NACIC a vocation à anticiper et à empêcher toute tentative d'espionnage économique à l'encontre d'entreprises américaines par la coopération des entreprises et des services de renseignement (CIA, FBI, département de la Défense). Inversement, les informations recueillies par les services de renseignement étatiques sur les entreprises privées étrangères concurrentes sont fournies aux industriels américains. Ces échanges ont lieu dans le cadre de structures destinées à coordonner l'ensemble des acteurs⁶² publics et privés selon un plan d'action identifiant des domaines stratégiques et des cibles économiques : les *advocacy centers*.

Le gouvernement américain devient l'animateur d'un grand mouvement de mondialisation. Il définit les grandes lignes stratégiques et mobilise le secteur industriel privé américain pour assurer le leadership qui doit leur revenir.

⁶⁰ CLINTON William, « *A new covenant for american security* », Wireless File, Paris ; United States information service, American Embassy, 13 novembre 1992, p.18. cité dans VALLADÃO Alfredo G.A., *Le XXIème siècle sera américain*, Paris; Éditions La Découverte, 1993, p. 151.

⁶¹ HORTVITZ Paul F., « *Clinton Says only US can lead the world* », International Herald Tribune, Paris, 9 décembre 1992 cité dans VALLADÃO Alfredo G.A., *Le XXIème siècle sera américain*, Paris; Éditions La Découverte, 1993, p. 151.

⁶² Services de renseignement, investisseurs institutionnels, fonds de pension, industriels, établissements financiers, etc...

L'objectif n'est pas de mener une politique industrielle et sociale protectionniste purement nationale mais de faciliter la domination de l'économie mondiale des entreprises américaines en accélérant la mondialisation des marchés et en mettant en place des règles favorables à la domination des États-Unis : « *Le succès dans l'économie globale doit être au cœur de la sécurité nationale dans les années quatre-vingt-dix. Sans croissance à l'étranger, notre économie ne peut prospérer. [...] Sans croissance globale, une saine concurrence internationale se transforme vite en guerre économique, et il ne peut donc y avoir de véritable justice économique entre les nations ou en leur sein.* »⁶³

Malgré l'un des plus forts ralentissements économiques depuis la fin de la deuxième guerre mondiale (récession de 1982) la politique mise en place par Ronald Reagan puis George Bush père avait permis aux États-Unis de maintenir la compétitivité de leur économie : un des niveaux de chômage le plus faible de l'OCDE, un PNB par habitant le plus élevé, des échanges commerciaux plaçant les États-Unis à la tête des importations et des exportations mondiales. Sous l'impulsion de l'État fédéral l'industrie américaine manufacturière mais également des services avait su se moderniser et rationaliser sa production par des réorganisations et des fusions spectaculaires permettant ainsi d'augmenter sa productivité.

Face au processus d'internationalisation considéré comme inévitable et positif pour les États-Unis, l'action de l'Administration Clinton prend une autre ampleur. Des ressources financières et humaines plus importantes sont ainsi mobilisées au service de l'innovation alors qu'une tentative de se replier sur le territoire national aurait conduit à perdre toute compétitivité. Tout est alors fait pour que les États-Unis pilotent cette mondialisation à leur profit pour « *exploiter l'économie globale au bénéfice de l'ensemble [du] peuple [américain]* »⁶⁴.

Le Président Clinton n'a jamais caché⁶⁵ sa volonté de concentrer son action sur les enjeux stratégiques pour l'avenir de l'économie américaine. Il souhaite notamment consolider la domination scientifique et technologique américaine et intégrer les marchés étrangers.

Tous les accords de libre-échange mis en place (APEC – Forum de coopération économique Asie-Pacifique composée du Japon, de la Corée, du Sud, Chine, Taïwan, ASEAN –Indonésie, Philippines, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Brunei) Australie et Nouvelle-Zélande, Canada et États-Unis, NAFTA) doivent permettre de forcer les marchés tentés par le protectionnisme de s'ouvrir aux lois du marché défendus par les États-Unis. En Asie la cible est le Japon., en occident, c'est l'Union Européenne.

⁶³ CLINTON William, « *A new covenant for american security* », Wireless File, Paris ; United States information service, American Embassy, 13 novembre 1992, p.19. cité dans VALLADÃO Alfredo G.A., *Le XXIème siècle sera américain*, Paris; Éditions La Découverte, 1993, p. 152.

⁶⁴ CLINTON William, « *Speech to the american university on february, 26 1993* », Wireless File, United States information Service, American Embassy, Paris, 1^{er} mars 1993, p. 7 cité dans p. 161

⁶⁵ CLINTON William, « *Putting people first* », Wireless File, United States information Service, American Embassy, 23 octobre 1992, p. 17 cité dans VILBOUX Nicole, *Les stratégies de puissance américaine, op. cit* p. 159. Il s'agit du programme électoral du candidat Clinton.

Car le soutien apporté par les États-Unis à l'intégration du marché européen en un ensemble plus vaste de libre-échange n'a jamais été innocent. Il mise sur le fait que cette vaste zone de libre-échange développera le commerce et pourra offrir de nouvelles opportunités aux sociétés américaines. En revanche l'Europe ne doit pas devenir un « bloc » autonome. : « *La politique étrangère américaine sera poussée, par le libéralisme qui caractérise le pays, à rechercher une plus grande harmonie avec l'Europe, sous réserve bien sûr que les Européens veuillent et puissent créer les conditions d'une telle harmonie.* »⁶⁶ Au travers de cette politique vis-à-vis de l'Europe et du soutien fort en faveur des économies émergentes telles que les dragons asiatiques et les anciens états communistes, on retrouve la politique du *Containment* développant un arc Amérique-Europe-Japon. La Chine devenant le principal rival des États-Unis.

3.3 Des actions offensives menées par les industriels

La guerre des composants électroniques

Les puces électroniques sont devenues incontournables dans tout dispositif électronique moderne. La lutte qui a opposé les États-Unis au Japon pendant près de 20 ans montre la capacité des industriels et du gouvernement américain à faire front face à un danger menaçant leurs intérêts stratégiques communs.

En 1976, sept des dix principaux producteurs de composants électroniques étaient américains, deux étaient japonais et un européen. Dix ans plus tard, ils ne sont plus que quatre américains contre cinq japonais (dont les trois premiers) et un européen.

En 1987, un rapport du Pentagone pointe du doigt le risque d'une dépendance des États-Unis dans ce domaine stratégique. Un véritable plan de sauvegarde est lancé calqué sur celui mis en place par le Japon : veille technologique, re-engineering, espionnage, soutien du secteur économique pour le rendre attractif pour les investisseurs, tentative de créer des sociétés profitant des synergies entre acteurs publics et privés. Mais cela ne suffit pas pour affronter les lois du marché.

En complète contradiction avec les règles du GATT (puis de l'OMC) les autorités américaines interviennent alors directement auprès du Japon. Un arrangement est signé en bilatéral : le *Semiconductor trade agreement*, défavorable aux entreprises japonaises car il prévoit l'augmentation du prix des composants japonais selon la notion de prix « loyal » et l'ouverture du marché japonais aux composants américains.

Pour obtenir cet accord, les États-Unis ont du menacer le Japon d'employer l'article « super 301 » de leur arsenal juridique commercial qui menace de rétorsion toute pratique commerciale jugée déloyale. Cet accord, ajouté au développement de l'industrie informatique, permit aux entreprises américaines de reprendre la tête de la compétition dans le domaine des composants.

Les États-Unis purent donc reconquérir par la force ce qu'ils n'avaient pu avoir par les lois du marché. Ils mirent ensuite en place un dispositif de sécurité économique national.

⁶⁶ KAGAN Robert, *Le revers de la puissance : Les États-Unis en quête de légitimité*, *op. cit.*, p. 103.

Tableau 2 : Producteurs de composants électroniques (Chiffre d'affaires)

	1976	1986	1992
1	Texas instrument (EU)	NEC (Japon)	Intel (EU)
2	Fairchild (EU)	Toshiba (Japon)	NEC (Japon)
3	Philips (Europe)	Hitachi (Japon)	Toshiba (Japon)
4	National (EU)	Motorola (EU)	Motorola (EU)
5	Intel (EU)	Texas instrument (EU)	Hitachi (Japon)
6	Motorola (EU)	National (EU)	Texas instrument (EU)
7	NEC (Japon)	Philips (Europe)	Fujitsu (Japon)
8	General instrument (Japon))	Matsushita (Japon)	Mitsubishi (Japon)
9	RCA (EU)	Fujitsu (Japon)	Philips (Europe)
10	Rockwell (EU)	Intel (EU)	Matsushita (Japon)

La protection de la propriété intellectuelle : une arme fatale.

L'une des armes utilisées par les industriels américains est le brevet. Le conflit qui a opposé de 1983 à 1994 les professeurs français Luc Montagnier et américain Robert Gallo sur la découverte du SIDA et le test de dépistage usurpé par le professeur Gallo est un exemple de l'arme que peut être le brevet.

Dans un rapport du fort au faible le professeur Gallo avait profité de sa notoriété acquise sur la découverte du premier rétrovirus humain en 1980 pour publier nombre d'articles scientifiques dans les revues spécialisées et les colloques sur la découverte du SIDA, après s'être octroyé la paternité des travaux du professeur Montagnier. Avec le soutien des autorités américaines, il réussit à obtenir le brevet d'un test de dépistage en mai 1985, alors que le dossier de brevet du professeur Montagnier, qui avait été déposé 18 mois avant celui du professeur Gallo, n'avait toujours pas été traité. Il faudra une longue action en justice et plusieurs interventions auprès de la *Food and drug administration* pour que le professeur Montagnier récupère ses droits.

La législation américaine est en effet, depuis toujours, la plus sévère en matière de propriété intellectuelle : de la Constitution des États-Unis de 1787, qui prévoit explicitement parmi les missions du législateur la protection de celle-ci⁶⁷, jusqu'à l'*anticounterfeiting protection act* de 1995 qui améliore la répression de la fraude en matière de propriété intellectuelle.

Ces lois sur la propriété intellectuelle aux États-Unis confèrent des droits fondamentaux au détenteur d'un brevet. Le brevet est l'acte officialisant la découverte et ouvrant droit à des rémunérations pour tous ceux souhaitant en faire une exploitation commerciale ou non, et soumettant les contrevenants à des sanctions très dissuasives. Pour le découvreur la détention d'un type de brevet est donc une véritable mine d'or. Lorsque le marché qui s'ouvre aux laboratoires et aux entreprises autorisées à exploiter un brevet est susceptible d'être prospère, le soutien de l'état devient alors stratégique pour le commerce et l'économie du pays.

⁶⁷ « *To promote the progress of science and useful arts, by securing for limited times to authors and inventors the exclusive rights to their respective writings and discoveries* », US Const. Art. 1, §8, cl.8 in FRAYSSÉ Olivier, « *Les nouvelles règles du commerce mondial : une mondialisation américaine ?* » dans AZUELOS Martine et ESPOSITO Marie-Claude (Dir.), *Mondialisation et domination économique : la dynamique anglo-saxonne*, op. cit

Dans le même ordre d'idée, les conséquences de la guerre livrée autour des OGM et des suites données aux démarches menées par certaines sociétés de l'industrie agroalimentaire américaines pour obtenir un brevet sur des processus de développement de la vie végétale qui relèvent aujourd'hui du patrimoine naturel seraient très lucratives pour les sociétés en question et catastrophiques pour de nombreux pays. En effet, ce type de brevet permettrait aux industriels américains de s'approprier les semences de plantes qui sont utilisées dans de nombreux pays à des fins thérapeutiques et alimentaires. L'enrichissement de ces sociétés serait probablement du même ordre de grandeur que celui des sociétés pétrolières.

Une recrudescence des offensives

Comme le montre Remi Kauffer⁶⁸, ces grandes manœuvres de l'industrie américaine ne font que commencer sur fond de désinformation : que ce soit dans le domaine aéronautique avec la lutte féroce entre Boeing et Airbus sur les moyens courriers et les gros porteurs, dans le domaine du pétrole avec la concurrence entre Total et Texaco, dans le domaine pharmaceutique avec le laboratoire Servier lésé par la Food and drug administration ou les attaques internet contre Sanofi enfin dans le domaine de l'agriculture avec la main mise des États-Unis sur le Soja.

Autant d'exemples qui montrent que le champ de bataille a évolué et que l'industrie américaine dans son ensemble, associée au pouvoir étatique, est prête à mener une guerre que les européens refusent de voir.

⁶⁸ KAUFFER, *L'arme de la désinformation : les multinationales américaines en guerre contre l'Europe*, Paris ;Grasset, 1999

Conclusion

Une guerre économique qui ne veut pas dire son nom

Comme le décrit très bien Bernard Esambert la globalisation actuelle de l'économie a conduit à une nouvelle forme de guerre : « *L'économie mondiale se globalise : la conquête des marchés et des technologies a pris la place des anciennes conquêtes territoriales et coloniales. Nous vivons désormais en état de guerre économique mondiale [...]. L'objet de cette guerre est, pour chaque nation, de créer chez elle emplois et revenus croissants au détriment de ceux de ses voisins. [...] C'est en exportant plus de produit, de services, [...] que chaque nation essaye de gagner cette guerre d'un nouveau genre dont les entreprises forment les armées et les chômeurs les victimes. [...] la guerre économique impose également des débarquements chez l'ennemi par l'implantation à l'étranger, la défense de l'arrière par des entreprises à caractère régional et l'établissement de protection au travers de tarifs douaniers [...], de mouvements monétaires qui ont pris le relais des barrières douanières, enfin d'innombrables entraves aux échanges qui protègent ici ou là un pan de l'économie.* »⁶⁹

Les actions menées dans le cadre d'une guerre économique menacent les entreprises visées soit du dépôt de bilan soit du rachat par une autre société. Elles peuvent aboutir à la perte de parts de marchés au profit d'un concurrent, à un retard technologique résultant de la perte de compétences techniques, à une perte d'autonomie de l'entreprise, à la diminution de ses capacités de réaction, à la diminution du chiffre d'affaires et même à des arbitrages négatifs des partenaires et des actionnaires voire des marchés financiers. Inversement, une industrie forte et rentable procure à une nation une certaine puissance économique qui contribue, d'une part, à une certaine stabilité sociale grâce au maintien du niveau d'emploi et à l'amélioration des conditions de vie de sa population et, d'autre part, à maintenir sa souveraineté et à avoir une audience internationale. Ce type de politique peut en revanche avoir des conséquences importantes pour des nations faibles : fermeture d'entreprises, augmentation importante du chômage, baisse du niveau de vie, misère de plus en plus importante.

L'un des enjeux, pour une nation comme les États-Unis, est aujourd'hui de garantir sa sécurité globale notamment en assurant sa sécurité économique et son indépendance stratégique. Celle-ci nécessite de disposer d'un complexe industriel puissant mettant en œuvre une stratégie économique permettant aux États-Unis de s'enrichir et de créer des emplois et de la richesse sur leur territoire au détriment de leurs concurrents.

Il ne faut cependant pas se leurrer. L'indépendance et la sécurité d'une nation n'est pas garantie par la puissance économique mais seules les nations économiquement fortes peuvent choisir leur niveau de dépendance et de sécurité, et maintenir une certaine marge d'autonomie en diversifiant leurs filières d'approvisionnement c'est ce qu'ont fait les États-Unis.

⁶⁹ ESAMBERT Bernard, *La guerre économique mondiale ; op. cit.*, p. 9

L'industrie, qui est la principale source de richesse et des États-Unis, contribue ainsi à « *assurer l'indépendance [...] de la nation, c'est-à-dire sa capacité à décider, agir, rayonner. [...], socle de la souveraineté d'une nation, [elle] soutient la politique étrangère qui, à son tour, appuie l'industrie dans la compétition mondiale, ses exportations, ses implantations.* »⁷⁰

Le soutien des États-Unis à leur industrie est en effet indispensable pour maintenir le niveau des exportations et soutenir l'implantation d'entreprises à l'étranger. De telles implantations permettent de lutter contre les hausses de tarifs douaniers, les difficultés monétaires et le protectionnisme d'un État. De nombreuses entreprises américaines réalisent ainsi plus de 50% de leur chiffre d'affaires à l'étranger. Ces implantations sont une arme au service des nations fortes au détriment des nations faibles. En effet l'implantation d'une entreprise dans un pays permet la création d'emplois qui intéresse le pays d'accueil. Cette implantation se fait en général après l'obtention d'avantages fiscaux importants. Elle devient ensuite une arme dans les luttes d'influence que se livrent les nations. En effet, la fermeture d'une usine décidée aux États-Unis pourra avoir des conséquences sociales, et donc politiques, importantes dans le pays d'accueil.

Même s'il ne faut bien sûr pas généraliser, car les intérêts des entreprises ne coïncident pas forcément avec la politique étrangère de leur pays d'origine, il ne faut pas négliger cette capacité qui renforce l'arsenal dont dispose les États-Unis pour augmenter leur influence internationale.

Les États-Unis ont donc su maîtriser les facteurs clés de la puissance que sont la force, la richesse et la connaissance par la mise en place d'une économie prospère reposant sur un complexe industriel puissant, d'une monnaie forte dominant les marchés financiers internationaux et d'une défense autonome et dominatrice.

Cette position hégémonique présente un danger pour les autres puissances mondiales, qui voient leur autonomie d'action et leur pouvoir d'influence au niveau international diminuer, mais également pour les équilibres des pays menacés par un chômage de plus en plus importants, par des délocalisations sauvages et par une instabilité sociale provoquée par une pauvreté croissante.

Les états européens, qui sont notamment les principales cibles des actions de guerre économiques menées par les entreprises américaines doivent poursuivre les mesures prises pour de renforcement de leur industrie et d'émergence de politiques communes pour contrer cette menace et ainsi défendre leur autonomie d'action. Mais beaucoup reste à faire aussi bien pour changer les mentalités que pour généraliser les bonnes pratiques de la guerre économique car « *Pour un État, se retirer du conflit serait suicidaire : la guerre économique a ses vertus [...]. Chaque nation doit encourager ses entreprises à porter haut ses couleurs en les mettant en état d'innover, d'exporter sans cesse d'avantage, de s'implanter à l'étranger, d'utiliser la matière grise des laboratoires partout où elle existe, bref de vivre dans un contexte devenu irréversiblement mondial et global* »⁷¹.

⁷⁰ ESAMBERT Bernard, *La guerre économique mondiale ; op. cit.*, p. 32

⁷¹ ESAMBERT Bernard, *La guerre économique mondiale ; op. cit.*, p. 10

ANNEXE

Embargo céréalier américain contre l'URSS (janvier 1980 - août 1983)

L'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, inquiète les États-Unis car l'Afghanistan est un passage stratégique vers les « mers chaudes » que chercheraient à atteindre l'URSS selon la doctrine Mahan. Un embargo partiel est décidé le 4 janvier 1980 en n'honorant que 8 millions de tonnes de céréales¹ sur les 25 millions de tonnes commandées par l'URSS² dans le cadre du plan quinquennal de 1975. Démarche soutenue pendant six mois par les producteurs céréaliers américains, qui obtiennent une forte aide pour compenser la perte d'environ 3 Md\$ due à la baisse des cours du blé et du maïs résultant de l'augmentation de l'offre sur le marché européen. Cette action bénéficie également du soutien³ pendant six mois des autres pays exportateurs de céréales sauf l'Argentine qui souhaite accroître ses exportations vers l'URSS.

Dès avril 1980 *l'American farm Bureau*⁴ retire son soutien au gouvernement car les agriculteurs estiment le soutien financier insuffisant. Les élus de deux grands états producteurs de céréales (Kansas et Iowa) déposent des propositions contre l'embargo qui devient un enjeu des élections. Le soutien international s'effrite car les États-Unis donnent la possibilité aux entreprises américaines de vendre du blé non américain et un accord est signé avec la Chine sur la fourniture de blé par les agriculteurs américains. Ce marché étant alors majoritairement alimenté par les Australiens et les Canadiens, ces derniers arrêtent l'embargo contre l'URSS.

De janvier 1981 à août 1983, le nouveau Président, Ronald Reagan, est soumis à la pression du lobbying céréalier qui a contribué largement à sa victoire. Il doit redonner aux États-Unis son image de fournisseur fiable, reconquérir le marché soviétique et conserver la confiance des fermiers américains. L'embargo est levé le 24 avril 1981 pour faire face notamment à des prévisions de production de céréales très importantes aux États-Unis. Cette décision est prise à un mauvais moment car les effets de l'embargo auraient particulièrement pu se faire sentir en 1981, la prévision de production de céréales en URSS étant extrêmement mauvaise cette année là. En outre, aucune contre-partie n'a été demandée à l'URSS. L'embargo n'a eu que peu de conséquence sur l'économie soviétique car l'URSS a pu faire appel à d'autres fournisseurs (Argentine, Espagne, Inde). L'URSS a cependant du faire face à un surcoût d'environ 1 Md\$ pour les achats de céréales à l'Argentine, revoir ses chaînes d'approvisionnement, réduire la taille du cheptel de 2,6% (contre 20% estimé par la CIA) ce qui a entraîné une baisse de la consommation de viande et affronter des manifestations de mécontentement à Gorki et Togliatti.

Si cet embargo n'a pas permis de forcer les soviétiques hors d'Afghanistan, il a cependant montré les déficiences de la politique agricole soviétique.

¹ 5,5 Millions de tonnes avaient déjà été livrées

² alors fortement dépendant des importations de céréales américaines du fait des mauvaises performances de l'agriculture soviétique alors qu'elle était un des greniers à blé du monde avant la révolution soviétique.

³ Les États-Unis ne produisant que 40% du blé, 75% du maïs et 80% du soja mondial, il fallait obtenir le soutien des autres pays exportateurs de céréales pour que cet embargo soit efficace.

⁴ L'un des deux grands syndicats d'agriculteurs –républicain

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

AZUELOS Martine et ESPOSITO Marie-Claude (Dir.), *Mondialisation et domination économique : la dynamique anglo-saxonne*, Paris ; Économica, 1997

CHAUPRADE Aymeric (Dir.), *Géopolitique des États-Unis*, Paris ; Ellipses (Revue française de géopolitique), 2005

DESPORTES Vincent, *L'Amérique en armes : anatomie d'une puissance militaire*, Paris ; Économica, 2002

ESAMBERT Bernard, *La guerre économique mondiale* ; Olivier Orban, 1991

FONVIELLE Dominique, *De la guerre...économique*, Paris ; Presses universitaires de France (Défense et défis nouveaux), 2002

HARBULOT Christian, *La machine de guerre économique*, Paris ; Économica

KAGAN Robert, *Le revers de la puissance : Les États-Unis en quête de légitimité*, Paris ; Plon, 2004

KAUFFER, *L'arme de la désinformation : les multinationales américaines en guerre contre l'Europe*, Paris ; Grasset, 1999

LACHAUX Claude, LACORNE Denis, LAMOUREUX Christian, *De l'arme économique*, Paris ; Fondation pour les études de la Défense nationale, 1987

MELANDRI Pierre, *La politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris ; Presses universitaires de France (Politique d'aujourd'hui), 1995

MOINET Nicolas, *Les batailles secrètes de la science et de la technologie*, Lavauzel, 2003

SCHMITZ Marc (Dir.), *Les États-Unis s'en vont-ils en guerre ?*, Bruxelles ; Éditions du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité, 2000

VILBOUX Nicole, *Les stratégies de puissance américaine*, Paris ; Ellipses (Repères stratégiques), 2002

Articles

HEBERT Jean-Paul, « *Défense : les piliers de la confrontation entre les États-Unis et l'Europe* », École des hautes études en sciences sociales (Paris), Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques, Paris, 2004

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Première partie – Une conception de la puissance économique profondément ancrée dans la culture américaine	3
1.1 <i>De l'ère des pionniers à la domination économique mondiale : histoire de la « destinée manifeste » des États-Unis</i>	3
Le mythe fondateur du libéralisme américain.....	3
L'héritage anglo-saxon d'une culture de la puissance économique.....	4
Un isolationnisme pragmatique.....	5
L'irrésistible ascension vers la domination de l'économie mondiale	5
1.2 <i>La suprématie par les relations internationales</i>	6
Vers une nouvelle approche des relations internationales	6
Une force armée au service de la puissance économique	7
Un pouvoir d'influence sur les organismes économiques et financiers mondiaux...	8
1.3 <i>Une industrie façonnée pour la domination</i>	10
Un développement industriel rapide soutenu par l'État fédéral.....	10
La conquête industrielle par la capacité d'adaptation et par une productivité accrue	11
Une politique d'innovation stratégique, un État fédéral protecteur	12
Une ère post-guerre froide favorable aux restructurations et à la compétition économique	13
Deuxième partie – Une stratégie américaine de domination économique au profit de la sécurité des États-Unis	15
2.1 <i>La stratégie d'endiguement économique : la sécurité par l'économie</i>	15
Le Plan Marshall : une protection économique contre le communisme	15
L'endiguement économique par le contrôle des exportations.....	16
2.2 <i>Une stratégie de sécurité post-guerre froide reposant sur l'économie</i>	17
La stratégie de sécurité américaine	17
Une nouvelle posture de sécurité économique.....	18
2.3 <i>La stratégie américaine de domination économique</i>	20
Une domination reposant sur la force armée et sur des facteurs économiques stratégiques.....	20
Un protectionnisme d'État	21
Troisième partie – Une industrie américaine vecteur économique d'une politique étatique de domination	23
3.1 <i>Une coopération État-industrie incontournable</i>	23
3.2 <i>Un plan de bataille élaboré et piloté par l'État fédéral</i>	24
3.3 <i>Des actions offensives menées par les industriels</i>	26
La guerre des composants électroniques.....	26
La protection de la propriété intellectuelle : une arme fatale.....	27
Une recrudescence des offensives.....	28
Conclusion	29
Annexe	
Bibliographie	